

ASSEMBLÉE NATIONALE

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

XIV^e Législature

SESSION ORDINAIRE DE 2014-2015

Séance(s) du mardi 2 décembre 2014

Articles, amendements et annexes



SOMMAIRE

82^e séance

PLFR POUR 2014	3
----------------------	---

83^e séance

PLFR POUR 2014	13
----------------------	----

82^e séance

PLFR POUR 2014

Projet de loi de finances rectificative pour 2014

Texte du projet de loi – n° 2353

Après l'article 13

Amendement n° 529 présenté par le Gouvernement.

Après l'article 13, insérer l'article suivant :

L'article L. 621-5-3 du code monétaire et financier est ainsi modifié :

1° Le 4° du I est ainsi modifié :

a) À la première phrase, les mots : « autorisation de commercialisation en France d'un organisme de placements collectifs soumis à la législation d'un État étranger ou d'un compartiment d'un tel organisme » sont remplacés par les mots : « notification ou d'une autorisation de commercialisation en France d'un placement collectif de droit étranger ou d'un fonds d'investissement de droit étranger ou d'un compartiment d'un tel placement collectif ou fonds d'investissement » ;

b) À la seconde phrase, après le mot : « jour » sont insérés les mots : « de la transmission de la lettre de notification ou ».

2° Au *d* du 3° du II, les mots : « organismes de placements collectifs et des entités » sont remplacés par les mots : « placements collectifs de droit français et de droit étranger et les fonds ».

3° Le 3° du II est complété par un *f* ainsi rédigé :

« *f*) Pour les sociétés de gestion dont le siège social est établi sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne autre que la France qui gèrent des fonds d'investissements alternatifs de droit français, la contribution est fixée à l'encours global des parts ou des actions de ces fonds d'investissements alternatifs, multiplié par un taux fixé par décret, qui ne peut excéder 0,015 pour mille, sans pouvoir être inférieure à 1 500 euros. Les encours sont calculés au 31 décembre de l'année précédente et déclarés au plus tard le 30 avril. ».

Amendement n° 530 présenté par le Gouvernement.

Après l'article 13, insérer l'article suivant :

Le 2° du II de l'article L. 621-5-3 du code monétaire et financier est ainsi modifié :

1° À la première phrase, après la seconde occurrence du mot : « financiers » sont insérés les mots : « , des parts sociales ou des certificats mutualistes » ;

2° À la seconde phrase, après le mot : « capital » sont insérés les mots : « , des parts sociales ou des certificats mutualistes ».

Amendement n° 448 présenté par M. Galut.

Après l'article 13, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur l'opportunité de la mise en place d'une « cellule opérationnelle de déçèlement précoce des escroqueries à la taxe sur la valeur ajoutée » en vue de lutter contre les infractions visées aux articles 313-1 et 313-2 du code pénal, lorsque celles-ci portent spécifiquement sur la taxe sur la valeur ajoutée.

Cette cellule opérationnelle, regroupant des agents des impôts, des douanes, de l'organisme Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins (TRACFIN), du ministère de l'Intérieur et de la Justice, nommément désignés par arrêtés ministériels, aurait pour mission d'assurer le pilotage de la lutte contre l'escroquerie à la taxe sur la valeur ajoutée dans un objectif de coordination et d'amélioration de la performance.

Dans ce même objectif, il est également demandé au Gouvernement de présenter dans ce rapport ses conclusions quant à l'utilité de la généralisation du recours à un logiciel de recoupements de données (dit logiciel de *datamining*) en vue de permettre la détection a priori de ces infractions et de traiter en temps réel les cas soupçonnés de fraude.

Amendement n° 447 présenté par M. Galut et Mme Berger.

Après l'article 13, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement présente chaque année, au sein d'une annexe générale au projet de loi de finances, un rapport sur le dernier exercice connu, relatif à l'écart entre le montant des recettes réellement perçues et le montant théoriquement attendu en matière de taxe sur la valeur ajoutée, au sens du titre II de la première partie du livre I^{er} du code général des impôts.

Ce rapport détaille les causes de non perception de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'imputabilité à l'escroquerie à la taxe sur la valeur ajoutée et à toute forme de fraude.

Il détaille également les secteurs économiques sur lesquels porte ce manque à gagner.

Article 14

① I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

- ② A. – Au 4^o du 1 de l'article 39, après les mots : « taxes prévues aux articles », sont ajoutées les références : « 231 *ter*, 235 *ter* X, 235 *ter* ZE, 235 *ter* ZE *bis* ».
- ③ B. – Au 1 de l'article 93 est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- ④ « La taxe prévue à l'article 231 *ter* n'est pas déductible du bénéfice imposable. »
- ⑤ C. – L'article 209 est complété par un X ainsi rédigé :
- ⑥ « X. – Ne sont pas déductibles de l'assiette de l'impôt sur les sociétés :
- ⑦ « 1^o Les cotisations versées au fonds de garantie des dépôts et de résolution en application de la première phrase du I de l'article L. 312-7 du code monétaire et financier pour financer les interventions prévues aux III et IV de l'article L. 312-5 du même code ;
- ⑧ « 2^o Les contributions prévues aux articles 69, 70, et 71 du règlement (UE) N^o 806/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 établissant des règles et une procédure uniformes pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique, et modifiant le règlement (UE) N^o 1093/2010. »
- ⑨ D. – L'article 231 *ter* est complété par un IX ainsi rédigé :
- ⑩ « La taxe n'est pas déductible de l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés. »
- ⑪ E. – L'article 235 *ter* X est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑫ « La taxe n'est pas déductible de l'assiette de l'impôt sur les sociétés. »
- ⑬ F. – A l'article 235 *ter* ZE :
- ⑭ 1^o Le III est remplacé par les dispositions suivantes :
- ⑮ « III. – Le taux de la taxe de risque systémique est fixé à :
- ⑯ « 0,329 % pour la taxe due en 2015 ;
- ⑰ « 0,275 % pour la taxe due en 2016 ;
- ⑱ « 0,222 % pour la taxe due en 2017 ;
- ⑲ « 0,141 % pour la taxe due en 2018 ;
- ⑳ 2^o Le V est complété par un 3 ainsi rédigé :
- ㉑ « 3. La taxe n'est pas déductible de l'assiette de l'impôt sur les sociétés. » ;
- ㉒ G. – Après l'article 235 *ter* ZE, il est inséré un article 235 *ter* ZE *bis* ainsi rédigé :
- ㉓ « Art. 235 *ter* ZE *bis*. – I. 1. Les personnes mentionnées aux 1^o, 2^o, 3^o et 4^o du A du I de l'article L. 612-2 du code monétaire et financier, soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution pour le respect des ratios de couverture et de division des risques ou du niveau de fonds propres adéquat prévus par le I de l'article L. 511-41 et par les articles L. 522-14 et L. 533-2 du même code, sont assujetties à une taxe pour le financement du fonds de soutien créé par l'article 92 de la loi n^o 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, au titre de leur activité exercée au 1^{er} janvier de chaque année ;
- ㉔ « 2. Toutefois, ne sont pas assujetties à cette taxe :
- ㉕ « 1^o Les personnes ayant leur siège social dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen et exerçant leur activité en France exclusivement par une succursale ou par voie de libre prestation de services ;
- ㉖ « 2^o Les personnes auxquelles s'appliquent des exigences minimales en fonds propres permettant d'assurer le respect des ratios de couverture ou du niveau de fonds propres adéquat prévus par le I de l'article L. 511-41 et par les articles L. 522-14 et L. 533-2 du code monétaire et financier, définies au cours de l'exercice clos l'année civile précédente, inférieures à 500 millions d'euros. Le seuil de 500 millions d'euros est apprécié sur la base sociale ou consolidée d'un groupe au sens du III de l'article L. 511-20 du même code retenue pour le calcul de l'assiette définie au II du présent article ;
- ㉗ « 3^o L'Agence française de développement.
- ㉘ « II. L'assiette de la taxe est constituée par les exigences minimales en fonds propres permettant d'assurer le respect des ratios de couverture ou du niveau de fonds propres adéquat prévus par le I de l'article L. 511-41 et par les articles L. 522-14 et L. 533-2 du code monétaire et financier, définies au cours de l'exercice clos l'année civile précédente. Les exigences minimales en fonds propres sont appréciées sur base consolidée pour les personnes relevant des articles L. 511-41-2, L. 533-4-1, L. 517-5 et L. 517-9 du même code appartenant à un groupe au sens du III de l'article L. 511-20 du même code. Une contribution additionnelle est calculée sur base sociale ou sous-consolidée pour les personnes n'appartenant pas à un groupe au sens du III du même article L. 511-20 ou quand l'entreprise mère n'exerce pas un contrôle exclusif sur l'entreprise surveillée sur base sociale ou sous-consolidée. Dans ce dernier cas, l'assiette sur base consolidée de l'entreprise mère est diminuée des montants pris en compte au titre de l'imposition d'une personne sur base sociale ou sous-consolidée. Aucune contribution additionnelle sur base sociale n'est versée par les personnes mentionnées au I du présent article qui appartiennent à un groupe au sens du III du même article L. 511-20 lorsqu'il s'agit de l'organe central ou des entreprises affiliées à un réseau ou d'entreprises sur lesquelles l'entreprise mère exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif.
- ㉙ « III. Le taux de la taxe est fixé à 0,021 %.
- ㉚ « IV. La taxe est exigible le 30 avril.
- ㉛ « V. 1. La taxe est liquidée par la personne assujettie au vu des exigences en fonds propres mentionnées dans l'appel à contribution mentionné au 1^o du V de l'article L. 612-20 du code monétaire et

financier. L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution communique cet appel au comptable public compétent avant le 30 avril ;

- 32 « 2. La taxe est déclarée et liquidée :
- 33 « 1° Pour les redevables de la taxe sur la valeur ajoutée, sur l'annexe à la déclaration mentionnée au 1 de l'article 287 déposée au titre du mois de mai ou du deuxième trimestre de l'année au cours de laquelle la taxe prévue au présent article est due ;
- 34 « 2° Pour les personnes non redevables de la taxe sur la valeur ajoutée, sur l'annexe à la déclaration prévue au même 1 déposée auprès du service chargé du recouvrement dont relève leur siège ou principal établissement au plus tard le 25 juin de l'année au cours de laquelle la taxe prévue au présent article est due.
- 35 « La taxe est acquittée lors du dépôt de la déclaration ;
- 36 « 3. La taxe n'est pas déductible de l'assiette de l'impôt sur les sociétés.
- 37 « VI. – Les contestations du montant des exigences minimales en fonds propres sur lequel la taxe est assise suivent le régime applicable aux contestations prévues au 3° du V de l'article L. 612–20 du code monétaire et financier.
- 38 « VII. – 1. Lorsque, en application du VII de l'article L. 612–20 du code monétaire et financier, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution révisé le montant des exigences en fonds propres de la personne assujettie à la taxe prévue au présent article, elle communique au comptable public compétent l'appel à contribution rectificatif accompagné de l'avis de réception par la personne assujettie ;
- 39 « 2. Lorsque le montant des exigences minimales en fonds propres est révisé à la hausse, le complément de taxe qui en résulte est exigible à la date de réception de l'appel à contribution rectificatif. Le complément de taxe est acquitté auprès du comptable public compétent, dans les deux mois de son exigibilité ;
- 40 3. Lorsque le montant des exigences minimales en fonds propres est révisé à la baisse, la personne assujettie peut adresser au comptable public compétent, dans un délai d'un mois après réception de l'appel à contribution rectificatif, une demande écrite de restitution du montant correspondant. Il est procédé à cette restitution dans un délai d'un mois après réception de ce courrier.
- 41 « VIII. – A défaut de paiement ou en cas de paiement partiel de la taxe dans le délai de trente jours suivant la date limite de paiement, le comptable public compétent émet un titre exécutoire. La taxe est recouvrée et contrôlée selon les mêmes procédures et sous les mêmes sanctions, garanties, sûretés et privilèges que les taxes sur le chiffre d'affaires. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à ces taxes. Toutefois, en cas de révision du montant des exigences minimales en fonds propres dans les conditions du VII, le droit de reprise de l'administration s'exerce, pour l'ensemble de la taxe due au titre de l'année concernée, jusqu'à la fin de la troisième année suivant celle au cours de laquelle la personne assujettie a reçu l'avis à contribution rectificatif. »

42 II. – A. – Les A, B, C, D et E et le 2° du F du I s'appliquent aux exercices clos à compter du 31 décembre 2015.

43 B. – Le G s'applique à compter du 1^{er} janvier 2015.

44 C. – L'article 235 *ter* ZE du code général des impôts est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2019.

45 D. – L'article 235 *ter* ZE *bis* du même code est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2029.

Amendements identiques :

Amendements n° 62 présenté par M. Mariton, M. Jacob, M. Abad, M. Aboud, M. Accoyer, M. Albarello, Mme Ameline, M. Appar, Mme Arribagé, M. Aubert, M. Audibert Troin, M. Balkany, M. Barbier, M. Bénisti, M. Berrios, M. Bertrand, M. Blanc, M. Bonnot, M. Bouchet, Mme Boyer, M. Breton, M. Briand, M. Brochand, M. Bussereau, M. Carré, M. Carrez, M. Censi, M. Chartier, M. Chatel, M. Cherpion, M. Chevrollier, M. Chrétien, M. Christ, M. Cinieri, M. Ciotti, M. Cochet, M. Copé, M. Cornut-Gentile, M. Costes, M. Courrial, M. Couve, M. Darmanin, M. Dassault, M. Daubresse, M. de Ganay, Mme de La Raudière, M. de La Verpillière, M. de Mazières, M. de Rocca Serra, M. Debré, M. Decool, M. Deflesselles, M. Degauchy, M. Delatte, M. Devedjian, M. Dhuicq, Mme Dion, M. Door, M. Dord, M. Douillet, Mme Marianne Dubois, Mme DUBY-MULLER, M. Estrosi, M. Fasquelle, M. Fenech, M. Fillon, Mme Fort, M. Foulon, M. Francina, M. Fromion, M. Furst, M. Gandolphi-Scheit, M. Gaymard, Mme Genevard, M. Guy Geoffroy, M. Gérard, M. Gest, M. Gibbes, M. Gilard, M. Ginesta, M. Ginesy, M. Giran, M. Goasguen, M. Gorges, M. Gosselin, M. Goujon, Mme Greff, Mme Grommerch, Mme Grosskost, M. Grouard, Mme Guégot, M. Guibal, M. Guillet, M. Guilloteau, M. Heinrich, M. Herbillon, M. Herth, M. Hetzel, M. Houillon, M. Huet, M. Huyghe, M. Jacquat, M. Kert, Mme Kosciusko-Morizet, M. Kossowski, M. Labaune, Mme Lacroute, M. Laffineur, M. Lamblin, M. Lamour, M. Larrivé, M. Lazaro, M. Le Fur, M. Le Maire, M. Le Mèner, M. Le Ray, M. Leboeuf, M. Frédéric Lefebvre, M. Lellouche, M. Leonetti, M. Lequiller, M. Lett, Mme Levy, Mme Louwagie, M. Luca, M. Lurton, M. Mancel, M. Marcangeli, M. Mariani, M. Alain Marleix, M. Olivier Marleix, M. Marlin, M. Marsaud, M. Philippe Armand Martin, M. Martin-Lalande, M. Marty, M. Mathis, M. Meslot, M. Meunier, M. Mignon, M. Morange, M. Moreau, M. Morel-A-L'Huissier, M. Moyne-Bressand, M. Myard, Mme Nachury, M. Nicolin, M. Ollier, Mme Péresse, M. Pélissard, M. Perrut, M. Philippe, M. Poisson, Mme Poletti, M. Poniatowski, Mme Pons, M. Priou, M. Quentin, M. Reiss, M. Reitzer, M. Reynès, M. Riester, M. Robinet, Mme Rohfritsch, M. Saddinger, M. Salen, M. Scellier, Mme Schmid, M. Schneider, M. Sermier, M. Siré, M. Solère, M. Sordi, M. Straumann, M. Sturni, M. Suguenot, Mme Tabarot, M. Tardy, M. Taugourdeau, M. Teissier, M. Terrot, M. Tetart, M. Tian, M. Vannson, Mme Vautrin, M. Verchère, M. Vialatte, M. Jean-Pierre Vigier, M. Vitel, M. Voisin, M. Warsmann, M. Wauquiez, M. Woerth et Mme Zimmermann et n° 276 présenté par Mme Dalloz.

Supprimer cet article.

Amendement n° 397 présenté par Mme Rabault, rapporteure au nom de la commission des finances et M. Carrez.

I. – À l’alinéa 2, supprimer la référence :

« 231 *ter*, ».

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 3, 4, 9 et 10.

III. – En conséquence, à l’alinéa 42, substituer aux références :

« B, C, D »

la référence :

« C ».

Amendement n° 88 présenté par M. Tetart.

I. – Supprimer les alinéas 3 et 4.

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 9 et 10.

Amendement n° 269 rectifié présenté par Mme Dalloz.

I. – Supprimer les alinéas 5 à 8.

II. – En conséquence, substituer aux alinéas 13 à 21 l’alinéa suivant :

« F. – L’article 235 *ter* ZE est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2015. ».

III. – En conséquence, supprimer l’alinéa 44.

IV. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

« III. – La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. ».

Amendement n° 270 rectifié présenté par Mme Dalloz.

I. – Supprimer les alinéas 5 à 8.

II. – En conséquence, substituer aux alinéas 13 à 21 l’alinéa suivant :

« F. – L’article 235 *ter* ZE est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2016. ».

III. – En conséquence, supprimer l’alinéa 44.

IV. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

« III. – La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. ».

Amendement n° 271 rectifié présenté par Mme Dalloz.

I. – Supprimer les alinéas 5 à 8.

II. – En conséquence, substituer aux alinéas 13 à 21 l’alinéa suivant :

« F. – L’article 235 *ter* ZE est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2017. ».

III. – En conséquence, supprimer l’alinéa 44.

IV. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

« III. – La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. ».

Amendement n° 272 présenté par Mme Dalloz.

I. – Supprimer les alinéas 5 à 8.

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 20 et 21.

III. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

« III. – La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. ».

Amendement n° 425 présenté par M. Schwartzberg, M. Jérôme Lambert, M. Robert, M. Carpentier, M. Chalus, M. Charasse, M. Claireaux, Mme Dubié, M. Falorni, M. Giacobbi, M. Giraud, Mme Hobert, M. Krabal, M. Moignard, Mme Orliac, M. Saint-André et M. Tourret.

I. – Supprimer les alinéas 13 à 21.

II. – En conséquence, à l’alinéa 42, supprimer les mots :

« et le 2^o du F ».

III. – En conséquence, supprimer l’alinéa 44.

Amendement n° 188 présenté par M. de Courson et M. Philippe Vigier.

I. – Substituer aux alinéas 13 à 21 l’alinéa suivant :

« F. – L’article 235 *ter* ZE est abrogé. ».

II. – En conséquence, supprimer l’alinéa 44.

III. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

« III. – La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. ».

Amendement n° 423 présenté par M. Schwartzberg, M. Jérôme Lambert, M. Robert, M. Carpentier, M. Chalus, M. Charasse, M. Claireaux, Mme Dubié, M. Falorni, M. Giacobbi, M. Giraud, Mme Hobert, M. Krabal, M. Moignard, Mme Orliac, M. Saint-André et M. Tourret.

I. – Supprimer les alinéas 14 à 19.

II. – En conséquence, supprimer l’alinéa 44.

Amendement n° 171 présenté par M. Carrez.

I. – Au début de l’alinéa 16, substituer au taux :

« 0,329 % »

le taux :

« 0,356 % ».

II. – En conséquence, au début de l’alinéa 18, substituer au taux :

« 0,222 % »

le taux :

« 0,195 % ».

III. – En conséquence, supprimer l’alinéa 19.

IV. – En conséquence, à la fin de l’alinéa 44, substituer à l’année :

« 2019 »

l’année :

« 2018 ».

V. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

« III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. ».

Amendements identiques :

Amendements n° 395 présenté par Mme Rabault, rapporteure au nom de la commission des finances, M. Jérôme Lambert et M. Robert et n° 426 présenté par M. Schwartzberg, M. Jérôme Lambert, M. Robert, M. Carpentier, M. Chalus, M. Charasse, M. Claireaux, Mme Dubié, M. Falorni, M. Giacobbi, M. Giraud, Mme Hobert, M. Krabal, M. Moignard, Mme Orliac, M. Saint-André et M. Tourret.

À la fin de l'alinéa 29, substituer au taux :

« 0,021 % »

le taux :

« 0,026 % ».

Amendement n° 137 présenté par Mme Rabault.

À la première phrase de l'alinéa 31, après le mot :

« exigences »,

insérer le mot :

« minimales ».

Après l'article 14

Amendement n° 546 présenté par le Gouvernement.

Après l'article 14, insérer l'article suivant :

I. – La seconde ligne du tableau du second alinéa du c du II de l'article L. 520-3 du code de l'urbanisme est ainsi rédigée :

«

14,03

»

II. – Au dernier alinéa du 1 du II de l'article 34 de la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, les mots : « au titre des années 2011 à 2015 d'un abattement respectivement des cinq sixièmes, des deux tiers, de la moitié, du tiers et du sixième » sont remplacés par les mots : « à compter du 1^{er} janvier 2015 d'un abattement du tiers ».

III. – Le I s'applique à compter du 1^{er} janvier 2015.

Article 15

① I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

② A. – L'article 200 *sexies* est abrogé.

③ B. – Au *b* du 2 de l'article 200-0 A, la référence : « 200 *sexies*, » est supprimée.

④ II. – L'article L. 262-23 du code de l'action sociale et des familles est abrogé.

⑤ III. – A. - Le I s'applique à compter de l'imposition des revenus de l'année 2015.

⑥ B. – Le II s'applique à compter du 1^{er} janvier 2015.

Amendement n° 357 présenté par Mme Rabault.

Après l'alinéa 4, insérer l'alinéa suivant :

« II bis. – Le XI de l'article L. 542-6 du code de l'action sociale et des familles est abrogé. ».

Amendement n° 189 présenté par M. de Courson, M. Philippe Vigier, M. Benoit, M. Degallaix, M. Demilly, M. Folliot, M. Gomes, M. Meyer Habib, M. Hillmeyer, M. Maurice Leroy, M. Pancher, M. Piron, M. Reynier, M. Rochebloine, M. Salles, M. Sauvadet, M. Tahuaitu, M. Tuaiva, M. Vercamer et M. Zumkeller.

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« IV. – Le Gouvernement remet au Parlement un rapport, avant le 1^{er} juin 2015, sur la faisabilité, au regard du droit européen et de l'efficacité de notre système fiscal-social, de la mise en place d'un abattement forfaitaire de 35 euros sur les cotisations sociales salariées, pour tous les salariés gagnant moins de 1,4 fois le salaire minimum interprofessionnel de croissance. ».

82^e séance

ANALYSE DES SCRUTINS

Scrutin public n° 981

Sur la proposition de résolution portant sur la reconnaissance de l'État de Palestine (art.34-1 de la Constitution)

Nombre de votants :	506
Nombre de suffrages exprimés :	490
Majorité absolue :	246
Pour l'adoption :	339
Contre :	151

L'Assemblée nationale a adopté.

Groupe socialiste, républicain et citoyen (288) :

Pour.....: 279

M. Ibrahim **Aboubacar**, Mmes Patricia **Adam**, Sylviane **Alaux**, MM. Jean-Pierre **Allossery**, Pouria **Amirshahi**, François **André**, Mme Nathalie **Appéré**, MM. Christian **Assaf**, Joël **Aviragnet**, Pierre **Aylagas**, Jean-Marc **Ayrault**, Alexis **Bachelay**, Guillaume **Bachelay**, Jean-Paul **Bacquet**, Dominique **Baert**, Gérard **Bapt**, Serge **Bardy**, Mme Ericka **Bareigts**, M. Christian **Bataille**, Mmes Delphine **Batho**, Marie-Noëlle **Battistel**, MM. Laurent **Baumel**, Philippe **Baumel**, Nicolas **Bays**, Mmes Catherine **Beaubatie**, Marie-Françoise **Bechtel**, MM. Jean-Marie **Beffara**, Luc **Belot**, Mmes Karine **Berger**, Chantal **Berthelot**, Gisèle **Biémouret**, MM. Philippe **Bies**, Erwann **Binet**, Jean-Pierre **Blazy**, Yves **Blein**, Jean-Luc **Bleunven**, Daniel **Boisserie**, Christophe **Borgel**, Florent **Boudié**, Mme Marie-Odile **Bouillé**, M. Christophe **Bouillon**, Mme Brigitte **Bourguignon**, M. Malek **Bouthih**, Mme Kheira **Bouziiane-Laroussi**, MM. Émeric **Bréhier**, Jean-Louis **Bricout**, Jean-Jacques **Bridey**, François **Brottes**, Mme Isabelle **Bruneau**, M. Gwenegan **Bui**, Mme Sabine **Buis**, M. Jean-Claude **Buisine**, Mme Sylviane **Bulteau**, MM. Vincent **Burroni**, Alain **Calmette**, Jean-Christophe **Cambadélis**, Mme Colette **Capdevielle**, MM. Yann **Capet**, Christophe **Caresche**, Mmes Marie-Arlette **Carlotti**, Fanélie **Carrey-Conte**, Martine **Carrillon-Couvreur**, MM. Christophe **Castaner**, Jean-Yves **Caullet**, Mme Nathalie **Chabanne**, MM. Guy **Chambefort**, Jean-Paul **Chanteguet**, Mme Marie-Anne **Chapdelaine**, M. Guy-Michel **Chauveau**, Mme Dominique **Chauvel**, MM. Pascal **Cherki**, Jean-David **Ciot**, Alain **Claeys**, Jean-Michel **Clément**, Mme Marie-Françoise **Clergeau**, MM. Romain **Colas**, Philip **Cordery**, Mme Valérie **Corre**, M. Jean-Jacques **Cottel**, Mme Catherine **Coutelle**, M. Jacques **Cresta**, Mme Pascale **Crozon**, M. Frédéric **Cuvillier**, Mme Seybah **Dagoma**, MM. Yves **Daniel**, Carlos **Da Silva**, Pascal **Deguilhem**, Mmes Florence **Delaunay**, Michèle **Delaunay**, MM. Guy **Delcourt**, Pascal **Demarthe**, Sébastien **Denaja**, Mmes Françoise **Descamps-Crosnier**, Sophie **Dessus**, MM. Jean-Louis **Destans**, Michel **Destot**, Mme Fanny **Dombre-Coste**, M. René **Dosière**,

Mme Sandrine **Doucet**, M. Philippe **Doucet**, Mme Françoise **Dubois**, M. Jean-Pierre **Dufau**, Mmes Anne-Lise **Dufour-Tonini**, Françoise **Dumas**, M. William **Dumas**, Mme Laurence **Dumont**, MM. Jean-Louis **Dumont**, Jean-Paul **Dupré**, Yves **Durand**, Philippe **Duron**, Olivier **Dussopt**, Henri **Emmanueli**, Mmes Corinne **Erhel**, Sophie **Errante**, Marie-Hélène **Fabre**, Martine **Faure**, MM. Olivier **Faure**, Alain **Fauré**, Hervé **Féron**, Richard **Ferrand**, Mme Aurélie **Filipetti**, MM. Hugues **Fourage**, Jean-Marc **Fournel**, Mmes Valérie **Fourneyron**, Michèle **Fournier-Armand**, MM. Michel **Françaix**, Christian **Franqueville**, Jean-Claude **Fruveau**, Jean-Louis **Gagnaire**, Mme Geneviève **Gaillard**, MM. Yann **Galut**, Guillaume **Garot**, Mme Hélène **Geoffroy**, MM. Jean-Marc **Germain**, Jean-Patrick **Gille**, Jean **Glavany**, Yves **Goasdoué**, Daniel **Goldberg**, Mmes Geneviève **Gosselin-Fleury**, Pascale **Got**, M. Marc **Goua**, Mme Linda **Gourjade**, M. Laurent **Grandguillaume**, Mme Estelle **Grelier**, M. Jean **Grellier**, Mmes Edith **Gueugneau**, Élisabeth **Guigou**, Chantal **Guittet**, MM. Razzy **Hammadi**, Benoît **Hamon**, Mathieu **Hanotin**, Mmes Joëlle **Huillier**, Sandrine **Hurel**, M. Christian **Hutin**, Mme Françoise **Imbert**, MM. Michel **Issindou**, Éric **Jalton**, Serge **Janquin**, Henri **Jibrayel**, Régis **Juanico**, Laurent **Kalinowski**, Mme Marietta **Karamanli**, M. Philippe **Kemel**, Mmes Chaynesse **Khirouni**, Bernadette **Laclais**, Conchita **Lacuey**, M. François **Lamy**, Mmes Anne-Christine **Lang**, Colette **Langlade**, MM. Jean **Launay**, Jean-Luc **Laurent**, Pierre-Yves **Le Borgn'**, Jean-Yves **Le Bouillonnet**, Patrick **Lebreton**, Gilbert **Le Bris**, Mme Anne-Yvonne **Le Dain**, M. Jean-Yves **Le Déaut**, Mme Viviane **Le Dissez**, MM. Michel **Lefait**, Dominique **Lefebvre**, Mmes Annie **Le Houerou**, Annick **Le Loch**, M. Patrick **Lemasle**, Mme Catherine **Lemorton**, M. Christophe **Léonard**, Mme Annick **Lepetit**, MM. Jean-Pierre **Le Roch**, Bruno **Le Roux**, Arnaud **Leroy**, Michel **Lesage**, Bernard **Lesterlin**, Serge **Letchimy**, Michel **Liebott**, Mmes Martine **Lignières-Cassou**, Audrey **Linkenheld**, M. François **Loncle**, Mmes Gabrielle **Louis-Carabin**, Lucette **Lousteau**, MM. Victorin **Lurel**, Jean-Pierre **Maggi**, Mmes Jacqueline **Maquet**, Marie-Lou **Marcel**, MM. Jean-René **Marsac**, Philippe **Martin**, Mmes Martine **Martinel**, Frédérique **Massat**, Sandrine **Mazetier**, MM. Michel **Ménard**, Patrick **Mennucci**, Kléber **Mesquida**, Pierre-Alain **Muet**, Philippe **Nauche**, Mme Nathalie **Nieson**, MM. Philippe **Nogués**, Robert **Olive**, Mmes Maud **Olivier**, Monique **Orphé**, M. Michel **Pajon**, Mme Luce **Pane**, MM. Christian **Paul**, Rémi **Pauvros**, Germinal **Peiro**, Hervé **Pellois**, Jean-Claude **Perez**, Sébastien **Pietrasanta**, Mmes Martine **Pinville**, Christine **Pires Beaune**, M. Philippe **Plisson**, Mme Élisabeth **Pochon**, MM. Napole **Polutélé**, Pascal **Popelin**, Dominique **Potier**, Mme Émilienne **Poumirol**,

M. Michel **Pouzol**, Mme Régine **Povéda**, MM. Patrice **Prat**, Christophe **Premat**, Joaquim **Pueyo**, Mmes Catherine **Quéré**, Valérie **Rabault**, Monique **Rabin**, M. Dominique **Raimbourg**, Mmes Marie **Récalde**, Marie-Line **Reynaud**, MM. Eduardo **Rihan Cypel**, Denys **Robiliard**, Marcel **Rogemont**, Frédéric **Roig**, Mme Barbara **Romagnan**, MM. Bernard **Roman**, Gwendal **Rouillard**, Alain **Rousset**, Boinali **Said**, Mmes Béatrice **Santais**, Odile **Saugues**, MM. Gilbert **Sauvan**, Gilles **Savary**, Gérard **Sebaoun**, Christophe **Sirugue**, Mmes Julie **Sommaruga**, Suzanne **Tallard**, M. Pascal **Terrasse**, Mme Sylvie **Tolmont**, MM. Jean-Louis **Touraine**, Stéphane **Travert**, Mmes Catherine **Troallic**, Cécile **Untermaier**, MM. Jean-Jacques **Urvoas**, Daniel **Vaillant**, Jacques **Valax**, Mme Clotilde **Valter**, MM. Michel **Vauzelle**, Olivier **Véran**, Fabrice **Verdier**, Michel **Vergnier**, Patrick **Vignal**, Jean-Michel **Villaumé**, Jean Jacques **Vlody** et Mme Paola **Zanetti**.

Contre..... : 1

M. René Rouquet.

Abstention..... : 5

MM. Laurent Cathala, David Habib, Mme Monique Iborra, MM. Armand Jung et François Pupponi.

Non-votant(s) :

M. Claude Bartolone (Président de l'Assemblée nationale).

Groupe de l'union pour un mouvement populaire (197) :

Pour..... : 9

Mme Nicole **Ameline**, MM. Marcel **Bonnot**, Olivier **Carré**, Jean-Louis **Christ**, Jean-Jacques **Guillet**, Jacques **Myard**, Mme Bérengère **Poletti**, MM. Axel **Poniatowski** et Jean-Luc **Reitzer**.

Contre..... : 136

MM. Damien **Abad**, Bernard **Accoyer**, Yves **Albarello**, Benoist **Apparu**, Mme Laurence **Arribagé**, MM. Patrick **Balkany**, Jean-Pierre **Barbier**, Jacques Alain **Bénisti**, Sylvain **Berrios**, Xavier **Bertrand**, Étienne **Blanc**, Mme Valérie **Boyer**, MM. Philippe **Briand**, Bernard **Brochand**, Luc **Chatel**, Gérard **Cherpion**, Guillaume **Chevrollier**, Alain **Chrétien**, Dino **Cinieri**, Éric **Ciotti**, Philippe **Cochet**, Jean-François **Copé**, François **Cornut-Gentille**, Jean-Louis **Costes**, Édouard **Courtial**, Jean-Michel **Couve**, Marc-Philippe **Daubresse**, Bernard **Debré**, Bernard **Deflesselles**, Rémi **Delatte**, Patrick **Devedjian**, Nicolas **Dhuicq**, Jean-Pierre **Door**, David **Douillet**, Mme Marianne **Dubois**, MM. Christian **Estrosi**, Daniel **Fasquelle**, Georges **Fenech**, Yves **Foulon**, Marc **Francina**, Yves **Fromion**, Claude de **Ganay**, Sauveur **Gandolfi-Scheit**, Mme Annie **Genevard**, MM. Guy **Geoffroy**, Bernard **Gérard**, Alain **Gest**, Georges **Ginesta**, Charles-Ange **Ginesy**, Jean-Pierre **Giran**, Claude **Goasguen**, Jean-Pierre **Gorges**, Philippe **Gosselin**, Philippe **Goujon**, Mmes Claude **Greff**, Arlette **Grosskost**, Françoise **Guégot**, MM. Jean-Claude **Guibal**, Christophe **Guilloteau**, Michel **Herbillon**, Patrick **Hetzler**, Guénaél **Huet**, Sébastien **Huyghe**, Christian **Jacob**, Denis **Jacquat**, Christian **Kert**, Mme Nathalie **Kosciusko-Morizet**, M. Jacques **Kossowski**, Mme Valérie **Lacroute**, MM. Marc **Laffineur**, Jacques **Lamblin**, Jean-François **Lamour**, Mme Laure de **La Raudière**, MM. Guillaume **Larrivé**, Thierry **Lazaro**, Alain **Leboeuf**, Frédéric **Lefebvre**, Marc **Le Fur**, Pierre **Lellouche**, Bruno **Le Maire**, Jean **Leonetti**, Pierre **Louquier**, Céleste **Lett**, Mmes Geneviève **Levy**, Véronique **Louwagie**, MM. Lionnel **Luca**, Jean-François **Mancel**, Thierry **Mariani**, Hervé **Mariton**, Alain **Marleix**, Olivier

Marleix, Franck **Marlin**, Philippe Armand **Martin**, Patrice **Martin-Lalande**, Alain **Marty**, Jean-Claude **Mathis**, Jean-Claude **Mignon**, Pierre **Morange**, Yannick **Moreau**, Pierre **Morel-A-L'Huissier**, Alain **Moyne-Bressand**, Mme Dominique **Nachury**, MM. Yves **Nicolin**, Patrick **Ollier**, Jacques **Pélessard**, Jean-Frédéric **Poisson**, Mme Josette **Pons**, MM. Didier **Quentin**, Frédéric **Reiss**, Bernard **Reynès**, Franck **Riester**, Arnaud **Robinet**, Camille de **Rocca Serra**, Mme Sophie **Rohfritsch**, MM. Paul **Salen**, François **Scellier**, Mme Claudine **Schmid**, MM. André **Schneider**, Fernand **Siré**, Thierry **Solère**, Michel **Sordi**, Claude **Sturni**, Alain **Suguenot**, Mme Michèle **Tabarot**, MM. Lionel **Tardy**, Jean-Charles **Taugourdeau**, Guy **Teissier**, Jean-Marie **Tetart**, Dominique **Tian**, Mme Catherine **Vautrin**, MM. Patrice **Verchère**, Jean-Sébastien **Vialatte**, Jean-Pierre **Vigier**, Philippe **Vitel**, Laurent **Wauquiez** et Éric **Woerth**.

Abstention..... : 4

Mme Virginie **Duby-Muller**, M. Laurent **Furst**, Mme Isabelle **Le Callennec** et M. Dominique **Le Mèner**.

Groupe de l'union des démocrates et indépendants (30) :

Pour..... : 4

MM. Yannick **Favennec**, Philippe **Folliot**, Bertrand **Pancher** et François **Rochebloine**.

Contre..... : 14

MM. Charles de **Courson**, Stéphane **Demilly**, Jean-Christophe **Fromantin**, Philippe **Gomès**, Meyer **Habib**, Mme Sonia **Lagarde**, MM. Jean-Christophe **Lagarde**, Franck **Reynier**, Arnaud **Richard**, Mme Maina **Sage**, MM. Rudy **Salles**, André **Santini**, Jean-Paul **Tuaiva** et Philippe **Vigier**.

Abstention..... : 4

MM. Thierry **Benoit**, Michel **Piron**, François-Xavier **Villain** et Michel **Zumkeller**.

Groupe écologiste (18) :

Pour..... : 18

Mme Laurence **Abeille**, M. Éric **Alauzet**, Mmes Brigitte **Allain**, Isabelle **Attard**, Danielle **Auroi**, M. Denis **Baupin**, Mme Michèle **Bonneton**, MM. Christophe **Cavard**, Sergio **Coronado**, Mme Cécile **Duflot**, MM. François-Michel **Lambert**, Noël **Mamère**, Mme Véronique **Massonneau**, M. Paul **Molac**, Mme Barbara **Pompili**, MM. Jean-Louis **Roumégas**, François de **Rugy** et Mme Eva **Sas**.

Groupe radical, républicain, démocrate et progressiste (17) :

Pour..... : 11

MM. Jean-Noël **Carpentier**, Stéphane **Claireaux**, Mme Jeanine **Dubié**, MM. Olivier **Falorni**, Joël **Giraud**, Mme Gilda **Hobert**, MM. Jacques **Krabal**, Jérôme **Lambert**, Mme Dominique **Orliac**, MM. Stéphane **Saint-André** et Alain **Tourret**.

Groupe de la gauche démocrate et républicaine (15) :

Pour..... : 15

MM. François **Asensi**, Bruno Nestor **Azérot**, Mme Huguette **Bello**, M. Alain **Bocquet**, Mme Marie-George **Buffet**, MM. Jean-Jacques **Candelier**, Patrice **Carvalho**, Gaby **Charroux**, André **Chassaigne**, Marc **Dolez**, Mme Jacqueline **Fraysse**, MM. Alfred **Marie-Jeanne**, Jean-Philippe **Nilor**, Nicolas **Sansu** et Gabriel **Serville**.

Non inscrits (9) :*Pour.....* : 3Mme Sylvie **Andrieux**, MM. Nicolas **Dupont-Aignan** et Thomas **Thévenoud**.*Abstention.....* : 3MM. Gilbert **Collard**, Jean **Lassalle** et Mme Marion **Maréchal-Le Pen**.**MISES AU POINT AU SUJET DU PRÉSENT
SCRUTIN (N° 981)***(Sous réserve des dispositions de l'article 68, alinéa 4, du Règlement de l'Assemblée nationale)*M. Ary **Chalus**, M. Gérard **Charasse**, M. Paul **Giacobbi**, M. Jacques **Moignard**, M. Roger-Gérard **Schwartzberg** qui étaient présents ou non votants au moment du scrutin ou qui avaient délégué leur droit de vote ont fait savoir qu'ils avaient voulu "**ne pas prendre part au vote volontairement**".**Scrutin public n° 982***Sur la proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles.*

Nombre de votants :	466
Nombre de suffrages exprimés :	443
Majorité absolue :	222
Pour l'adoption :	191
Contre :	252

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe socialiste, républicain et citoyen (288) :*Pour.....* : 6Mme Delphine **Batho**, M. Jean-Louis **Gagnaire**, Mmes Geneviève **Gaillard**, Maud **Olivier**, M. Marcel **Rogemont** et Mme Odile **Saugues**.*Contre.....* : 241M. Ibrahim **Aboubacar**, Mmes Patricia **Adam**, Sylviane **Alaux**, MM. Jean-Pierre **Allossery**, Pouria **Amirshahi**, François **André**, Mme Nathalie **Appéré**, MM. Christian **Assaf**, Joël **Aviragnet**, Pierre **Aylagas**, Alexis **Bachelay**, Dominique **Baert**, Gérard **Bapt**, Serge **Bardy**, Christian **Bataille**, Mme Marie-Noëlle **Battistel**, MM. Laurent **Baumel**, Philippe **Baumel**, Nicolas **Bays**, Mme Catherine **Beaubatie**, MM. Jean-Marie **Beffara**, Luc **Belot**, Mmes Karine **Berger**, Chantal **Berthelot**, Gisèle **Biémouret**, MM. Philippe **Bies**, Erwann **Binet**, Jean-Luc **Bleunven**, Patrick **Bloche**, Daniel **Boisserie**, Christophe **Borgel**, Christophe **Bouillon**, Mme Brigitte **Bourguignon**, M. Malek **Boutih**, Mme Kheira **Bouziane-Laroussi**, MM. Émeric **Bréhier**, Jean-Louis **Bricout**, Jean-Jacques **Bridey**, François **Brottes**, Mme Isabelle **Bruneau**, M. Gwenegan **Bui**, Mme Sabine **Buis**, M. Jean-Claude **Buisine**, Mme Sylviane **Bulteau**, MM. Vincent **Burroni**, Alain **Calmette**, Jean-Christophe **Cambadélis**, Mme Colette **Capdevielle**, MM. Yann **Capet**, Christophe **Caresche**, Mmes Marie-Arlette **Carlotti**, Fanélie **Carrey-Conte**, Martine **Carrillon-Couvreur**, MM. Christophe **Castaner**, Laurent **Cathala**, Jean-Yves **Caullet**, Mme Nathalie **Chabanne**, M. Guy **Chambefort**, Mme Marie-Anne **Chapdelaine**, MM. Guy-Michel **Chauveau**, Pascal **Cherki**, Jean-David **Ciot**, Alain **Claeys**, Jean-Michel **Clément**, Romain **Colas**, Philip **Cordery**, Mme Valérie **Corre**, MM. Jean-Jacques **Cottel**, Jacques **Cresta**, Frédéric **Cuvillier**, Mme Seybah **Dagoma**, MM. Carlos **Da Silva**, Pascal **Deguilhem**, Mmes Florence **Delaunay**, Michèle **Delaunay**, M. Pascal **Demarthe**,Mmes Françoise **Descamps-Crosnier**, Sophie **Dessus**, MM. Jean-Louis **Destans**, Michel **Destot**, Mme Fanny **Dombre-Coste**, M. René **Dosière**, Mme Sandrine **Doucet**, M. Philippe **Doucet**, Mme Françoise **Dubois**, M. Jean-Pierre **Dufau**, Mmes Anne-Lise **Dufour-Tonini**, Françoise **Dumas**, M. William **Dumas**, Mme Laurence **Dumont**, MM. Jean-Louis **Dumont**, Jean-Paul **Dupré**, Yves **Durand**, Philippe **Duron**, Olivier **Dussopt**, Henri **Emmanuelli**, Mmes Corinne **Erhel**, Sophie **Errante**, Marie-Hélène **Fabre**, Martine **Faure**, MM. Alain **Fauré**, Hervé **Féron**, Richard **Ferrand**, Hugues **Fourage**, Jean-Marc **Fournel**, Mmes Valérie **Fourneyron**, Michèle **Fournier-Armand**, MM. Michel **Françaix**, Christian **Franqueville**, Jean-Claude **Fruveau**, Yann **Galut**, Guillaume **Garot**, Mme Hélène **Geoffroy**, MM. Jean-Patrick **Gille**, Jean **Glavany**, Yves **Goasdoué**, Daniel **Goldberg**, Mmes Geneviève **Gosselin-Fleury**, Pascale **Got**, M. Marc **Goua**, Mmes Linda **Gourjade**, Estelle **Grelier**, M. Jean **Grellier**, Mmes Edith **Gueugneau**, Élisabeth **Guigou**, Chantal **Guittet**, MM. David **Habib**, Benoît **Hamon**, Mathieu **Hanotin**, Mmes Joëlle **Huillier**, Sandrine **Hurel**, Monique **Iborra**, Françoise **Imbert**, MM. Michel **Issindou**, Éric **Jalton**, Serge **Janquin**, Henri **Jibrayel**, Régis **Juanico**, Laurent **Kalinowski**, Mmes Marietta **Karamanli**, Chaynesse **Khrouni**, Bernadette **Laclais**, M. François **Lamy**, Mmes Anne-Christine **Lang**, Colette **Langlade**, MM. Pierre-Yves **Le Borgn'**, Jean-Yves **Le Bouillonnet**, Patrick **Lebreton**, Gilbert **Le Bris**, Mmes Anne-Yvonne **Le Dain**, Viviane **Le Dissez**, MM. Michel **Lefait**, Dominique **Lefebvre**, Mmes Annie **Le Houerou**, Annick **Le Loch**, M. Patrick **Lemasle**, Mme Catherine **Lemorton**, M. Christophe **Léonard**, Mme Annick **Lepetit**, MM. Jean-Pierre **Le Roch**, Bruno **Le Roux**, Michel **Lesage**, Bernard **Lesterlin**, Serge **Letchimy**, Michel **Liebgott**, Mmes Martine **Lignières-Cassou**, Audrey **Linkenheld**, Gabrielle **Louis-Carabin**, Lucette **Lousteau**, MM. Victorin **Lurel**, Jean-Pierre **Maggi**, Mmes Jacqueline **Maquet**, Marie-Lou **Marcel**, MM. Jean-René **Marsac**, Philippe **Martin**, Mmes Martine **Martinel**, Frédérique **Massat**, Sandrine **Mazetier**, MM. Michel **Ménard**, Patrick **Mennucci**, Kléber **Mesquida**, Pierre-Alain **Muet**, Philippe **Nauche**, Mme Nathalie **Nieson**, MM. Philippe **Noguès**, Robert **Olive**, Mme Monique **Orphé**, M. Michel **Pajon**, Mme Luce **Pane**, MM. Christian **Paul**, Rémi **Pauvros**, Hervé **Pellois**, Jean-Claude **Perez**, Sébastien **Pietrasanta**, Mmes Martine **Pinville**, Christine **Pires Beaune**, Élisabeth **Pochon**, MM. Pascal **Popelin**, Dominique **Potier**, Mme Émilienne **Poumirol**, MM. Patrice **Prat**, Christophe **Premat**, Joaquim **Pueyo**, François **Pupponi**, Mmes Catherine **Quéré**, Valérie **Rabault**, M. Dominique **Raimbourg**, Mmes Marie **Récalde**, Marie-Line **Reynaud**, MM. Denys **Robiliard**, Alain **Rodet**, Frédéric **Roig**, Mme Barbara **Romagnan**, MM. Bernard **Roman**, Gwendal **Rouillard**, René **Rouquet**, Alain **Rousset**, Boinali **Said**, Mme Béatrice **Santais**, MM. Gilbert **Sauvan**, Gilles **Savary**, Gérard **Sebaoun**, Mmes Julie **Sommaruga**, Suzanne **Tallard**, Sylvie **Tolmont**, MM. Jean-Louis **Touraine**, Stéphane **Travert**, Mmes Catherine **Troallic**, Cécile **Untermaier**, MM. Jean-Jacques **Urvoas**, Daniel **Vaillant**, Jacques **Valax**, Mme Clotilde **Valter**, MM. Michel **Vauzelle**, Olivier **Véran**, Fabrice **Verdier**, Michel **Vergnier**, Patrick **Vignal**, Jean-Michel **Villaumé**, Jean Jacques **Vlody** et Mme Paola **Zanetti**.*Abstention.....* : 10M. Jean-Paul **Bacquet**, Mmes Ericka **Bareigts**, Marie-Françoise **Bechtel**, Dominique **Chauvel**, Catherine **Coutelle**, Pascale **Crozon**, MM. Yves **Daniel**, Armand **Jung**, Mmes Régine **Povéda** et Monique **Rabin**.

Non-votant(s) :

MM. Claude **Bartolone** (Président de l'Assemblée nationale) et
Christophe **Sirugue** (Président de séance).

Groupe de l'union pour un mouvement populaire (197) :

Pour.....: 121

M. Damien **Abad**, Mme Nicole **Ameline**, MM. Benoist **Apparu**, Olivier **Audibert-Troin**, Patrick **Balkany**, Jean-Pierre **Barbier**, Sylvain **Berrios**, Xavier **Bertrand**, Étienne **Blanc**, Jean-Claude **Bouchet**, Yves **Censi**, Luc **Chatel**, Gérard **Cherpion**, Guillaume **Chevrollier**, Alain **Chrétien**, Jean-Louis **Christ**, Éric **Ciotti**, Philippe **Cochet**, François **Cornut-Gentile**, Jean-Michel **Couve**, Gérard **Darmanin**, Olivier **Dassault**, Bernard **Deflesselles**, Lucien **Degauchy**, Nicolas **Dhuicq**, David **Douillet**, Mme Virginie **Duby-Muller**, MM. François **Fillon**, Laurent **Furst**, Claude de **Ganay**, Sauveur **Gandolfi-Scheit**, Hervé **Gaynard**, Guy **Geoffroy**, Bernard **Gérard**, Daniel **Gibbes**, Georges **Ginesta**, Jean-Pierre **Gorges**, Philippe **Gosselin**, Philippe **Goujon**, Mme Arlette **Grosskost**, MM. Serge **Grouard**, Jean-Claude **Guibal**, Jean-Jacques **Guillet**, Michel **Heinrich**, Michel **Herbillon**, Antoine **Herth**, Patrick **Hetzel**, Sébastien **Huyghe**, Denis **Jacquat**, Christian **Kert**, Mme Nathalie **Kosciusko-Morizet**, MM. Jacques **Kossowski**, Patrick **Labaune**, Mme Valérie **Lacroute**, MM. Marc **Laffineur**, Jean-François **Lamour**, Mme Laure de **La Raudière**, MM. Guillaume **Larrivé**, Paul **Salen**, Charles de **La Verpillière**, Thierry **Lazaro**, Alain **Leboeuf**, Frédéric **Lefebvre**, Dominique **Le Mèner**, Jean **Leonetti**, Pierre **Lequiller**, Philippe **Le Ray**, Céleste **Lett**, Mme Véronique **Louwagie**, MM. Lionnel **Luca**, Gilles **Lurton**, Jean-François **Mancel**, Laurent **Marcangeli**, Thierry **Mariani**, Alain **Marleix**, Olivier **Marleix**, Franck **Marlin**, Alain **Marsaud**, Philippe **Armand Martin**, Patrice **Martin-Lalande**, Alain **Marty**, Jean-Claude **Mathis**, François de **Mazières**, Damien **Meslot**, Pierre **Morange**, Yannick **Moreau**, Jacques **Myard**, Mme Dominique **Nachury**, M. Yves **Nicolin**, Mme Valérie **Pécresse**, MM. Jacques **Pélissard**, Bernard **Perrut**, Mme Bérengère **Poletti**, MM. Axel **Poniatowski**, Christophe **Priou**, Frédéric **Reiss**, Jean-Luc **Reitzer**, Arnaud **Robinet**, Camille de **Rocca Serra**, Mme Sophie **Rohfritsch**, MM. Martial **Saddier**, Paul **Salen**, François **Scellier**, André **Schneider**, Thierry **Solère**, Michel **Sordi**, Claude **Sturni**, Alain **Suguenot**, Mme Michèle **Tabarot**, MM. Lionel **Tardy**, Jean-Charles **Taugourdeau**, Michel **Terrot**, Jean-Marie **Tetart**, Dominique **Tian**, Mme Catherine **Vautrin**, MM. Jean-Pierre **Vigier**, Philippe **Vitel**, Michel **Voisin**, Jean-Luc **Warsmann**, Laurent **Wauquiez**, Éric **Woerth** et Mme Marie-Jo **Zimmermann**.

Contre.....: 7

MM. Bernard **Accoyer**, Jean-Pierre **Door**, Dominique **Dord**, Henri **Guaino**, Jean-Marie **Sermier**, Fernand **Siré** et Éric **Straumann**.

Abstention.....: 7

M. Dominique **Bussereau**, Mme Marie-Christine **Dalloz**, M. Bernard **Debré**, Mmes Sophie **Dion**, Marianne **Dubois**, MM. Didier **Quentin** et Bernard **Reynès**.

Groupe de l'union des démocrates et indépendants (30) :

Pour.....: 30

MM. Thierry **Benoît**, Charles de **Courson**, Laurent **Degallaix**, Stéphane **Demilly**, Yannick **Favennec**, Philippe **Folliot**, Jean-Christophe **Fromantin**, Philippe **Gomès**, Meyer **Habib**,

Francis **Hillmeyer**, Yves **Jégo**, Mme Sonia **Lagarde**, MM. Jean-Christophe **Lagarde**, Maurice **Leroy**, Hervé **Morin**, Bertrand **Pancher**, Michel **Piron**, Franck **Reynier**, Arnaud **Richard**, François **Rochebloine**, Mme Maina **Sage**, MM. Rudy **Salles**, André **Santini**, François **Sauvadet**, Jonas **Tahuaitu**, Jean-Paul **Tuaiva**, Francis **Vercamer**, Philippe **Vigier**, François-Xavier **Villain** et Michel **Zumkeller**.

Groupe écologiste (18) :

Pour.....: 17

Mme Laurence **Abeille**, M. Éric **Alauzet**, Mmes Brigitte **Allain**, Isabelle **Attard**, Danielle **Auroi**, M. Denis **Baupin**, Mme Michèle **Bonneton**, MM. Christophe **Cavard**, Sergio **Coronado**, François-Michel **Lambert**, Noël **Mamère**, Mme Véronique **Massonneau**, M. Paul **Molac**, Mme Barbara **Pompili**, MM. Jean-Louis **Roumégas**, François de **Rugy** et Mme Eva **Sas**.

Abstention.....: 1

Mme Cécile **Duflot**.

Groupe radical, républicain, démocrate et progressiste (17) :

Pour.....: 8

MM. Jean-Noël **Carpentier**, Olivier **Falorni**, Mme Gilda **Hobert**, MM. Jacques **Krabal**, Jérôme **Lambert**, Jacques **Moignard**, Mme Dominique **Orliac** et M. Stéphane **Saint-André**.

Contre.....: 3

MM. Gérard **Charasse**, Stéphane **Claireaux** et Alain **Tourret**.

Groupe de la gauche démocrate et républicaine (15) :

Pour.....: 8

Mme Huguette **Bello**, M. Alain **Bocquet**, Mme Marie-George **Buffet**, MM. Jean-Jacques **Candelier**, Gaby **Charroux**, Jean-Philippe **Nilor**, Nicolas **Sansu** et Gabriel **Serville**.

Abstention.....: 5

MM. François **Asensi**, Bruno Nestor **Azérot**, Patrice **Carvalho**, Marc **Dolez** et Mme Jacqueline **Fraysse**.

Non inscrits (9) :

Pour.....: 1

M. Jean **Lassalle**.

Contre.....: 1

Mme Sylvie **Andrieux**.

**MISES AU POINT AU SUJET DU PRÉSENT
SCRUTIN (N° 982)**

(Sous réserve des dispositions de l'article 68, alinéa 4, du Règlement de l'Assemblée nationale)

M. François **Asensi**, M. Bruno Nestor **Azérot**, M. Dominique **Dord**, qui étaient présents au moment du scrutin ou qui avaient délégué leur droit de vote ont fait savoir qu'ils avaient voulu "**voter pour**".

Mme Ericka **Bareigts**, Mme Marie-Françoise **Bechtel**, M. Jean-Louis **Gagnaire**, Mme Régine **Povéda**, M. Christophe **Sirugue**, qui étaient présents au moment du scrutin ou qui avaient délégué leur droit de vote ont fait savoir qu'ils avaient voulu "**voter contre**".